

---

NICOLAS (Gilbert), *Quand les instituteurs répondaient au ministre. Mémoires des maîtres de l'enseignement primaire sous le Second Empire*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, 439 p.

François Jacquet-Francillon

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2578>

DOI : [10.4000/histoire-education.2578](https://doi.org/10.4000/histoire-education.2578)

ISSN : 2102-5452

**Éditeur**

ENS Éditions

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 juillet 2012

Pagination : 150-151

ISBN : 978-2-84788-404-3

ISSN : 0221-6280

**Référence électronique**

François Jacquet-Francillon, « NICOLAS (Gilbert), *Quand les instituteurs répondaient au ministre. Mémoires des maîtres de l'enseignement primaire sous le Second Empire* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 135 | 2012, mis en ligne le 09 mai 2013, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2578> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2578>

---

d'un discours militant et idéologique. Le principal intérêt de l'ouvrage est de montrer que le territoire est une composante essentielle du nationalisme québécois, au même titre que la langue française et la religion. On appréciera enfin que de nombreuses illustrations regroupées dans des intermèdes thématiques permettent de donner à voir ces manuels et leur matérialité.

Yann CALBÉRAC

NICOLAS (Gilbert), *Quand les instituteurs répondaient au ministre. Mémoires des maîtres de l'enseignement primaire sous le Second Empire* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, 439 p.

Il faut se réjouir de l'initiative de Gilbert Nicolas qui offre dans ce livre une soixantaine des mémoires (sous forme de larges extraits) rédigés par les instituteurs ruraux de l'académie de Rennes, en réponse au concours ouvert par le ministre Rouland à la fin de l'année 1860. Il s'agissait en l'occurrence de consulter les maîtres sur la réalité, telle que perçue et vécue par eux, des « besoins de l'instruction primaire dans une commune rurale au triple point de vue de l'école, des élèves et du maître ». Et à travers tout le pays, à peu près 5 000 instituteurs avaient répondu, sur un total de 36 000 personnes concernées (à l'exclusion, donc, des congréganistes et des femmes). On se souvient que, parmi les nombreuses explorations déjà effectuées de cette archive, l'une des plus intéressantes était celle du même auteur qui, dans une thèse ayant ensuite donné un bel ouvrage, avait choisi d'étudier la totalité des mémoires recueillis dans cette même académie de Rennes (*Le grand débat de l'école au XIX<sup>e</sup> siècle. Les instituteurs du Second Empire*, Paris, Belin, 2004). C'est en quelque sorte le cœur du matériau de ce travail que Gilbert Nicolas nous fait découvrir dans ce nouveau livre qui intéressera les lecteurs bien au-delà des spécialistes. Car ces textes, rédigés sur un ton très revendicatif alors que les conditions matérielles sont difficiles, le statut des maîtres peu valorisé et le contexte politique peu favorable, nous plongent de façon saisissante dans l'univers quotidien de l'enseignement primaire masculin et des instituteurs « de base » de cette époque. Il faut également signaler que G. Nicolas présente les mémoires sélectionnés par lui de façon thématique (un choix très judicieux), consacre à chaque instituteur une courte notice biographique et fait précéder le

corpus d'une introduction qui décrit avec clarté l'ensemble des caractéristiques objectives des participants au concours et de leur activité professionnelle<sup>1</sup>.

François JACQUET-FRANCILLON

BOUSSION (Samuel), GARDET (Mathias), *Les châteaux du social*  
Paris, Beauchesne/Presses universitaires de Vincennes, 2010, 364 p.

La France pays de châteaux? Après l'époque médiévale (le bois puis la pierre), l'époque moderne et le XIX<sup>e</sup> siècle, époques de construction, les crises (agraires, financières) ont remis en jeu des propriétés, traduisant le déclin social des anciens propriétaires. Pour des raisons multiples (importance de la propriété, éloignement de la ville, vastes locaux), des châteaux sont devenus des châteaux du social, sous l'égide de deux ministères, la Justice et la Santé. Est donc passée en revue la complexité de ce monde pour enfants et adolescents, qu'il soit médico-social, sanitaire ou social. Le château de Cruzille en Saône-et-Loire est à cet égard représentatif d'une étude mêlant l'histoire politique récente (un haut lieu de la Résistance), une évolution du terroir viticole avec (l'excellente) cave de Lugny, l'animation du village au temps de l'internat, la représentation municipale de l'équipe de l'Institut médico professionnel, tout cela dans un contexte de laïcité partagée. Faute d'index, il faudra parcourir le sommaire pour mesurer l'impressionnante variété des châteaux étudiés, leur actuelle évolution (reconversion) vers des chaînes touristiques de relais n'étant pas la moindre péripétie. Cette reconversion finale est précédée de certaines revanches sociales, que ce soient les foyers relais cheminots, les colonies municipales de banlieue, le parc de loisirs de Baillet pour les métallurgistes... Art « de faire du vieux avec du vieux » selon Eric Pierre, les assurés sociaux, les enfants de justice y vivent un temps. Quelques châteaux permettent à l'Éducation surveillée de lancer de nouveaux modèles éducatifs : rééduquer dans un internat à l'écart de la ville (aux antipodes de la politique menée actuellement).

Au-delà des contributions articulées en deux parties (quand le social se fait acquéreur/les effets de la castellisation), ce qui frappe dans ce solide bilan de colloque, c'est la diversité des approches, des points de vue, des sources. Certes des historiens sont là, et l'on peut tirer une chronologie de cette mise en commun. Mais des sociologues, des ethnologues, des conservateurs du patrimoine,

1 Il prolonge ainsi un article publié naguère ici-même (*Histoire de l'éducation*, n° 93, 2002).